

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT

DG/FNV 2024.T664

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE sur MER**,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles
L 2212-1, L 2213-1 et suivants,
Vu les articles du Code de la Route,
Considérant la demande de **Monsieur Guillaume BRAGARD** en date du 13 Novembre 2024
pour effectuer son déménagement avec un véhicule utilitaire de 13 m3, **77 rue des Ecores**, à
Trouville-sur-Mer.
Considérant qu'il convient pour des raisons de sécurité de régler le stationnement rue
des Ecores.

ARRETE

Article 1 : **Monsieur Guillaume BRAGARD** est autorisée à stationner un véhicule utilitaire de 13 m3 face
au 77 rue des Ecores soit **au droit du 106 rue des Ecores**.

Article 2 : Le stationnement sera interdit sur **1 place** (soit 5 ml x 2 m = 10 m² d'emprise) au droit du **106
rue des Ecores** pour permettre le stationnement du véhicule utilitaire de 13 m3 de Monsieur Guillaume
BRAGARD.

Article 3 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables le **Vendredi 06 Décembre 2024**.

Article 4 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle
temporaire ; **elle sera mise en place par les Services Techniques Municipaux et entretenue par
Monsieur Guillaume BRAGARD**. Le présent arrêté Municipal devra être affiché par l'entreprise NEGRE
Frédéric de façon visible sur le chantier.

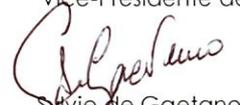
Article 5 : La facturation **d'un panneau d'interdiction de stationner** se fera selon les tarifs votés lors du
Conseil Municipal du 13 Décembre 2023 pour l'année 2024 et à raison de 8.00 € par panneau et par
jour (les panneaux doivent être mis 48H avant la date de l'intervention, soit une facturation de 3 jours).
La facturation de **l'occupation du domaine public pour le stationnement** se fera selon les tarifs votés lors
du Conseil Municipal du 13 Décembre 2023 pour l'année 2024 et à raison de 2.60 € par m² par jour
jusqu'à 10 m et à raison de 0,35 € par m² par jour au-delà de 10 m. Un titre de recette sera émis et
présenté à : **Monsieur BRAGARD Guillaume – 45 Avenue du Capitaine Glarner – 93400 SAINT-OUEN-SUR-
SEINE**.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et
règlements en vigueur ; tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise
en fourrière.

Article 7 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité
Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de
la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, le 15 Novembre 2024
Le Maire,
Vice-Présidente de la CCCCCF


Sylvie de Gaetano

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois
à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux
mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via
l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à
compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif
préalablement déposé.